LE MOCI
lemoci.com
# LE MOCI
Moniteur du Commerce International depuis 1883

**PLANÈTE**

Les vérités de Theresa May, la femme qui va négocier le « Brexit »

# Sénégal
## Guide business 2016

## Dossier Etats-Unis
De la « French Touch » à la « French Tech »

## Dossier Canada
Le plan économique qui ouvre des marchés

N° 2015 - Bimensuel - Du 28 juillet au 31 août 2016 - 10 € - ISSN : 0026-9719

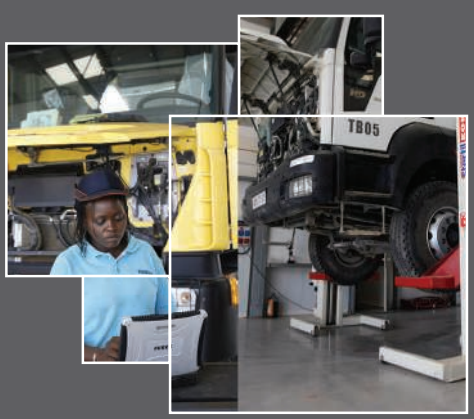
necotrans

# Acteur clé de la logistique spécialisée en Afrique

ACTIVITÉS LOGISTIQUES

TERMINAUX PORTUAIRES ET AÉROPORTUAIRES

LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE ET MINIÈRE




DISTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS

40 pays - 5 continents - 5 000 collaborateurs

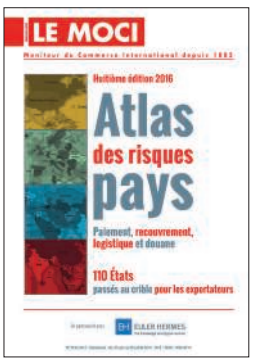
**www.necotrans.com**

# GUIDES ET HORS-SÉRIES MOCI

**Dans la Lettre confidentielle du MOCI www.lemoci.com**

## Dossier spécial : Quand l'Afrique fait sa révolution technologique

Quand l'Afrique s'éveille… Elle devient pionnière dans le paiement mobile, la téléphonie sans fil explose, et les connexions Internet sont développées. L'e-commerce vient aussi concurrencer la distribution traditionnelle, on assiste à une floraison de *hubs*, d'incubateurs pour favoriser l'émergence de la high-tech et des start-up, ou encore d'accélérateurs et de programmes de formation dédiés aux nouvelles technologies. Mutations, révolution : l'Afrique bouge.

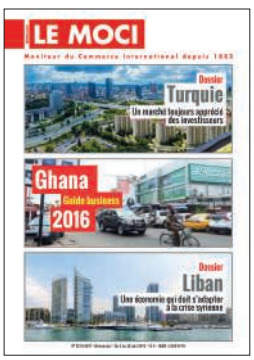



## Atlas des risques pays 8e édition 2016

Un outil d'aide à la décision, dès la négociation du contrat de vente, notre *Atlas des risques pays*, qui couvre 110 pays, est conçu pour les y aider. Que contiennent les fiches que nous proposons ? De quoi aider les entreprises à répondre aux préoccupations récurrentes et concrètes des exportateurs. Toutes les fiches, incluant les chiffres économiques clés, ont été mises à jour dans le courant du printemps 2016 par Jean-Claude Asfour, notre expert indépendant du risque pays, et la rédaction du *Moci*. Pour certaines d'entre elles, ces données sont enrichies des avis d'experts d'Euler Hermes, partenaire de la première heure de cet Atlas, qui livrent des analyses prévisionnelles en matière de défaillances d'entreprises et des conseils dans le domaine du recouvrement.

## Guide business Ghana 2016

Stable politiquement, l'ancienne Gold Coast est aussi une des rares démocraties qui fonctionnent en Afrique. Un atout majeur aux yeux des investisseurs étrangers, qui y sont toujours très actifs, malgré l'approche des élections générales et un certain durcissement des conditions d'investissement. Le Moci fait le point des risques et opportunités du marché ghanéen.




Également dans ce numéro :

**Dossier « Turquie, un marché toujours apprécié des investisseurs »**

La Turquie est prise dans un maelström de tensions régionales et intérieures qui pourraient donner le tournis…

**Dossier « Liban, une économie qui doit s'adapter à la crise syrienne »**

La fin de la guerre en Syrie est un préalable pour que le Liban puisse retrouver sa prospérité.

*Lettre du 14/07/2016*

### Iran/Export : après une première visite, 9 entreprises sur 10 veulent revenir, selon la CCIP IdF

Les complexités des sanctions internationales et le casse-tête des circuits bancaires ne semblent pas avoir raison de l'engouement des PME françaises pour l'Iran, ni de leur capacité à trouver des solutions… En témoignent les résultats d'une enquête dévaluation réalisée par la CCI Paris Île de France auprès des 43 participants à l'importante mission d'entreprises qu'elle a organisée en Iran du 28 mai au 1er juin dernier avec le concours de Business France et de consultants privés. Selon ces résultats, « 90 % des entreprises envisagent un retour en Iran au second semestre 2016 avec un élargissement de leur prospection sur d'autres régions que Téhéran », soit 9 entreprises sur 10…

Lire la suite sur www.lemoci.com

### Assurance-crédit/Export : Coface victime de la montée des impayés dans les pays émergents

Les exportateurs doivent rester vigilants, la montée des risques d'impayés à l'export, signalée ces derniers mois, se matérialise par une hausse des incidents de paiement. En témoigne le récent avertissement sur ses résultats lancé par Coface, avertissement qui a causé un effondrement de près de 30 % de son cours de bourses le 5 juillet (à 4,2 euros), soit dès le lendemain, avant qu'il n'amorce un lent redressement…

Lire la suite sur www.lemoci.com

### UE/Chine : quand C. Malmström se « lâche » sur le sujet du statut d'économie de marché

Invitée à prononcer un discours à l'université de Pékin, à la veille du sommet bilatéral UE /Chine des 12 et 13 juillet, la commissaire au Commerce s'est quelque peu « lâchée». Soulignant que l'Union européenne (UE) soutenait les efforts du pays dans son chemin vers une économie de marché, Cecilia Malmström a néanmoins souligné avoir constaté « peu d'avancées notables » depuis 2013…

Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR CONTACTER LA RÉDACTION**
**01 53 80 74 06**

**POUR VOUS ABONNER**
**01 49 70 12 20**
**abonnement@lemoci.com**
**Toutes nos offres p. 33**

**POUR JOINDRE LE SERVICE PUBLICITÉ**
**+33 (0)1 49 70 12 07**

# SOMMAIRE


## PLANÈTE

**3** Mode d'emploi

**6** • Royaume Uni : les vérités de Theresa May, la femme qui va négocier le « Brexit »
• G20 : comment relancer la machine ?
• Vigie TAC ECONOMICS
• Tableau de bord du commerce international

## PAYS & MARCHÉS

### Agenda

**20** Salons, missions et rencontres

### Appels d'offres & projets

**30** Appels d'offres, projets industriels

## JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

**58** Réglementation

**10 DOSSIER ÉTATS-UNIS**
**DE LA « FRENCH TOUCH » À LA « FRENCH TECH »**

**14 Trois questions à**
Paul Bensabat, président de la Commission Amérique du Nord des CCEF

**16 Conseils**
Ce qu'il faut savoir pour exporter et s'implanter

**18** Pratique

**22 DOSSIER CANADA**
**LE PLAN ÉCONOMIQUE QUI OUVRE DES MARCHÉS**

**26 Eau :** des opportunités pour les entreprises françaises dans les infrastructures

• Ontario : la province la plus dynamique

**28** Pratique

**32 GUIDE BUSINESS SÉNÉGAL**

**38 Entreprises**
Les PME françaises innovent pour la population
• Moods-Money To Goods : de l'argent transféré pour sélectionner des produits
• Sunna Design : des lampadaires adaptés pour les villages de Casamance

**42 Relations bilatérales**

**44 Trois questions à**
Bruno Paret, président de la section Sénégal des CCEF

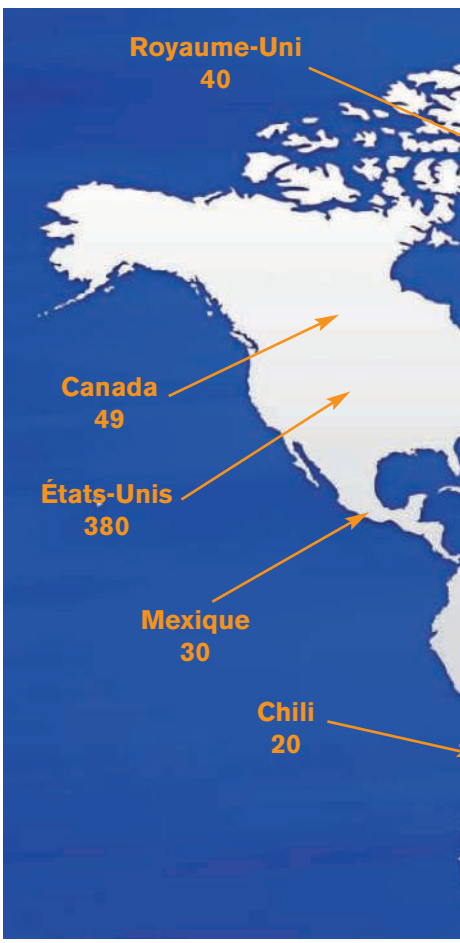
**46 Secteurs Porteurs**
Agriculture, distribution, e-commerce, numérique, formation

**56 Pratique**


# Planète

## Investissements directs étrangers : Hausse des entrées d'IDE en Europe en 2015 (Cnuced)

## Planisphère des 20





## LE MOCI

**ÉDITEUR Sedec SA**
29, rue de Clichy
75009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com
**Directeur de la publication**
Vincent Lalu
**RÉDACTION**
**Rédactrice en chef :** Christine Gilguy (31)
**Grand reporter :** François Pargny (23)
**Ont collaboré à ce numéro :** Venice Affre, Sylvie Rantrua
**Maquette :** Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)
Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.
**PUBLICITÉ**
**Conseiller du Président :**
Philippe Chebance (10)
**Directrice Conseil et Développement :**
Karine Rosset
+33 (0)4 91 28 60 26

**Assistante commerciale et responsable technique :**
Cindy Colle (14)
Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69
**MOCI EVENEMENTS**
**Directrice associée :** Saskia Paulmier
+33 (0)1 49 70 12 73
**GESTION, ADMINISTRATION**
**Directrice générale adjointe :**
Michèle Marcaillou
**Directrice du marketing :**
Victoria Irizar
**Directeur de la fabrication :**
Robin Loison
**Webmaster :**
Pierre Lalu
**Comptabilité, gestion :**
Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin
**Conception graphique :**
amarena
**Impression**
Imprimerie de Champagne
Rue de l'Etoile de Langres
ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.
Publication n° 0916 T 81051
ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des collaborateurs permanents est : prénom.nom@lemoci.com



**Copyright :** toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction



Magazine bimensuel.
Photos de couverture : CptHaddock ; yanmingzhang - Fotolia.com ; D.R.

**Abonnement 1 an** (24 numéros + Lettre confidentielle + accés web limité) 285,88 euros TTC.

***La Vie du Rail* ou *Le Moci***
**Service abonnements**
29, rue de Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 49 70 12 20

**Tarif étranger :** nous consulter

En 2015, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont bondi de 38 % à 1 760 milliards de dollars par rapport à 2014, tirés par une forte augmentation des fusions-acquisitions internationales (à 721 milliards de dollars). C'est ce que révèle le dernier *Rapport sur l'investissement dans le monde,* intitulé « La nationalité des investisseurs : Défis pour les politiques d'investissement », publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) le 21 juin. Les entrées d'IDE dans les économies développées ont presque doublé sur un an pour atteindre 962 milliards de dollars en 2015, inversant la tendance des cinq dernières années au cours desquelles les régions en développement et en transition étaient devenues les principales récepteurs des IDE mondiaux.

Une croissance forte des entrées a été observée en Europe, région dont les économies ont profité de cette accalmie. L'Irlande, classée au 4e rang du classement des 20 premiers pays récepteurs d'IDE en 2014 et 2015, a ainsi vu ses entrées d'IDE bondir de 31 milliards de dollars en 2014 à 101 milliards en 2015. Les IDE vers les Pays-Bas (5e rang) sont passés de 52 milliards de dollars en 2014 à 73 milliards en 2015. En Suisse (6e rang) les entrées d'IDE sont passées de 7 milliards de dollars en 2014 à 69 milliards l'année suivante. La France (11e rang) a attiré l'an dernier 43 milliards de dollars contre 15 milliards en 2014. L'Allemagne a vu ses IDE entrants bondir de 1 milliard à 32 milliards de dollars. À l'inverse, les IDE ont accusé un recul vers le Royaume-Uni, s'établissant à 40 milliards de dollars en 2015, contre 52 milliards en 2014.

Les IDE entrants ont presque quadruplé vers les États-Unis par rapport au niveau historiquement bas de 2014 (107 milliards de dollars). Bénéficiaires de 380 milliards de dollars d'IDE, les États-Unis ont été le premier pays récepteur en 2015. Avec 175 milliards de dollars d'IDE entrants, Hong Kong est la deuxième destination mondiale réceptrice d'IDE. Totalisant 136 milliards de dollars d'IDE entrants, la Chine occupe la troisième place du classement.

Cinq économies en développement figurent dans le top 10 des premiers pays d'accueil des flux d'IDE. De manière générale, les pays en développement ont vu leurs entrées d'IDE atteindre un nouveau sommet en 2015 à 765 milliards de dollars (+ 9 % par rapport à 2014), tirées par les performances de l'Asie, qui demeure la principale région réceptrice d'IDE mondiaux.

*Venice Affre*

## premiers pays récepteurs d'IDE en 2015 (en milliards de dollars)

Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2016

# Royaume-Uni Les vérités de Theresa May, la femme qui va négocier le « Brexit »

**« C'est une femme sacrément difficile » a récemment confié à la presse britannique le député conservateur Ken Clarke à propos de Theresa May qui a succédé le 13 juillet à David Cameron au 10 Downing Street. Et à Bruxelles, la réputation de celle qu'on appelle déjà la nouvelle « dame de fer » est bien connue dans les couloirs du Conseil.**

La nouvelle Première ministre, ancienne ministre de l'Intérieur, fréquente depuis six ans déjà les réunions avec ses homologues européens où elle est décrite comme une femme « pragmatique », « dure en négociations », selon un diplomate. Cette expérience lui donne un avantage non négligeable car elle connaît bien le fonctionnement des institutions européennes. « Elle est tout à fait consciente de ses complexités, ce qui constitue un avantage tant pour son pays que pour l'Union à 27 », commentait un autre diplomate au moment de sa nomination, précisant que Theresa May était de loin le choix préféré des dirigeants européens. Ses premières déclarations ont néanmoins douché les espoirs de certains de voir les Britanniques faire marche arrière. « Brexit veut dire Brexit et nous en ferons un succès. Nous ne tenterons pas de rester au sein de l'UE, ni de la rejoindre par une porte dérobée. Il n'y aura pas de second référendum », s'est empressée d'annoncer la nouvelle leader des Tories, le 11 juillet.

Pas question cependant de hâter le processus en activant – comme le souhaite

D.R.

Bruxelles – l'article 50 du traité de Lisbonne, nécessaire pour déclencher la procédure de divorce. Car tant que le compte à rebours, censé durer deux ans, n'est pas lancé, Londres garde bel et bien la maîtrise de l'agenda européen et reste membre à part entière au sein de l'UE. Theresa May va donc profiter de l'été pour préparer la position britannique afin de décrocher le meilleur « deal » possible avec les 27 à l'issue de la séparation.

En parallèle, elle devra aussi renforcer les alliances avec certains États membres jugés plus pragmatiques par Londres, comme l'Allemagne, l'Irlande, la Suède ou les Pays-Bas, soucieux de préserver des liens forts avec le Royaume-Uni. Les pays à l'est du bloc européen seront plus difficiles à amadouer car ils s'inquiètent du sort de leurs ressortissants installés au Royaume-Uni.

Autre difficulté à prévoir pour la nouvelle 'dame de fer' : des élections en France et en Allemagne l'an prochain qui risquent aussi de durcir la position de ces deux États clés notamment sur la question de la place du Royaume Uni dans le marché unique. « Elle tentera certainement de se rapprocher d'Angela Merkel », pronostiquait-on dans les couloirs du Conseil à Bruxelles avant son intronisation. L'Allemagne qui vend plus de voitures au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre État de l'UE, est en effet sans conteste le partenaire le plus intéressé à maintenir au pays une place au sein du marché unique.

« C'est avec la France que les discussions risquent d'être les plus difficiles », admettait de son côté un eurodéputé britannique 'anti-Brexit', s'étonnant du caractère intraitable de ses collègues français au Parlement européen, bien décidés à écarter sans attendre les élus du Royaume-Uni, en leur ôtant – autant que possible – toute influence sur les dossiers en cours ou en préparation.

Même son de cloche à Paris, où le président François Hollande, inquiet d'un possible effet de contagion, n'a cessé de répéter que le 'Brexit' aurait des conséquences. « Les responsables français espèrent aussi profiter de la situation pour attirer les banquiers de la City à Paris », remarquait un Britannique en poste à la Commission européenne.

Quant à Jean-Claude Juncker, plutôt menaçant lors de l'annonce des résultats du référendum, il aurait déjà mis de l'eau dans son vin. « C'est de notre intérêt et dans l'intérêt global de maintenir le Royaume-Uni comme un allié fort », a-t-il assuré le 9 juillet, lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet de l'Otan à Varsovie.

*Kattalin Landaburu, à Bruxelles*

## Equipements automobiles : fin de l'excédent

Jusqu'en 2010 – année record avec + 3,1 milliards d'euros – les échanges extérieurs d'équipements automobiles dégageaient un solde commercial positif conséquent en faveur de la France. Mais il a malheureusement fondu graduellement pour s'établir à + 500 millions d'euros en 2015 et pourrait se transformer en déficit en 2016. C'est ce que révèle une étude mensuelle des Douanes françaises publiée le 7 juillet. De fait, le solde commercial de ce secteur est donc « passé dans le rouge » sur les cinq premiers mois de 2016, avec un déficit de 100 millions d'euros (contre un surplus de + 400 millions d'euros sur la même période de 2015). Se positionnant à la 7e place parmi les fournisseurs mondiaux d'équipements automobile après avoir occupé le 4e rang en 2004, la France demeure aujourd'hui loin derrière l'Allemagne, qui conserve son 1er rang mondial. Selon les Douanes, cette évolution s'explique essentiellement par « la volonté des équipementiers de se rapprocher des grands marchés porteurs et de bénéficier d'un coût modéré de la main-d'œuvre par la délocalisation des équipementiers automobiles dans le sillage des constructeurs ». Principaux bénéficiaires : les nouveaux États membres (NEM) de l'Union européenne. *V. A.*

# **G20** Comment relancer la machine ?

La dernière réunion des ministres et secrétaires d'État en charge du Commerce du G20 – les 20 premières puissances qui cumulent 80 % du commerce mondial –, à Shanghai les 9 et 10 juillet, en vue de préparer le Sommet du G20 des 4 et 5 septembre prochain à Hangzhou, a été marquée par une volonté affichée de s'attaquer à certaines causes du marasme actuel du commerce mondial. Car celui-ci reste sur un rythme de croissance inférieur à 3 % l'an depuis 2009 (contre 7 % par an en moyenne entre 1990 et 2008). Et le protectionnisme est en forte hausse, y compris dans les pays du G20 eux-mêmes…

La déclaration finale reflète cette atmosphère paradoxale. D'un côté est affirmé le fait que « le commerce et l'investissement doivent rester les moteurs essentiels de la croissance », quitte à être plus « durables » et « inclusifs ». De l'autre est constaté qu'en « dépit d'engagements répétés, le nombre de nouvelles mesures imposées par les membres du G20 et restreignant les échanges de biens et services atteint un rythme mensuel record depuis que l'OMC a commencé ses décomptes en 2009 ». Sont pointés du doigt la persistance de « problèmes structurels », dont « les surcapacités dans certaines industries», dont l'acier, problèmes qui appellent des « réponses collectives ». Une reconnaissance jugée importante alors que le G20 commerce se tenait en Chine, à l'origine de la surproduction mondiale actuelle d'acier qui lui vaut en retour une avalanche de mesures antidumping.

Au-delà des engagements généraux, plusieurs documents importants ont été adoptés lors de cette réunion et figurent en annexe du texte final : la stratégie du G20 pour une croissance du commerce global/SGTG (G20 Strategy for Global Trade), et des Principes directeurs pour l'élaboration des politiques d'investissement (G20 Guiding Principles for Global Investment Policymaking). La SGTG, notamment, identifie les priorités d'action pour relancer la machine, dont l'adoption de l'Accord sur la facilitation du commerce (Trade Facilitation Agreement/FTA), en cours de ratification dans le monde.

La déclaration finale apporte aussi un soutien appuyé à plusieurs autres Accords sous l'égide de l'OMC, dont l'Accord sur les technologies de l'information et sa récente extension (Information Technology Agreement et Expansion Agreement), en cours de ratification, et ceux en cours de négociation comme l'Accord sur le commerce des services (Trade in services Agreement) et l'Accord sur les biens environnementaux (Environmental Goods Agreement / EGA). Concernant ce dernier, le G20 s'est engagé à conclure les négociations avant la fin de l'année. *C. G.*

# LA VIGIE TAC ECONOMICS

## LES ALERTES RISQUES PAYS - JUILLET 2016

**Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.**

### COLOMBIE

Le risque économique et financier est en nette réduction grâce à l'amélioration de la compétitivité change combinée à la correction du solde courant. Cet ajustement externe a été permis par la forte dépréciation du Peso (près de - 40 % depuis mi-2014) en corrélation avec la chute des prix du pétrole. Après son ralentissement en 2016, la croissance devrait rebondir en 2017 (vers 3 %) grâce à la consommation, la politique monétaire et les progrès dans le processus de paix avec les FARC.

### BULGARIE

Les performances du pays sont favorables avec une accélération de la croissance (2,9 % en 2016 T1) permise par la robustesse de consommation des ménages (favorisée par la baisse des prix) et l'investissement. Par ailleurs, les comptes externes s'améliorent (stabilisation des exportations et chute des importations) supportés par un taux de change, ancré à l'Euro, qui s'est légèrement déprécié en mai-juin 2016. Enfin, le déficit budgétaire se réduit du fait de la baisse des investissements et la hausse des recettes.

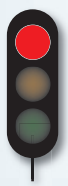
### CÔTE D'IVOIRE

Diminution marquée du risque économique et financier en raison d'une évolution solide des indicateurs conjoncturels, grâce au renforcement de la confiance domestique lié au processus de consolidation politique et aux réformes d'amélioration de l'environnement des affaires. Toutefois, la forte dynamique de la demande intérieure et les prix relativement faibles du cacao (principal produit d'exportation du pays) entraînent une résurgence des déséquilibres extérieurs.

### ALGÉRIE

La croissance s'est accélérée à 4,9 % en 2015 T4 (après 3,9 % en T3), soutenue par l'agriculture et les hydrocarbures, alors que la production industrielle enregistre un fort ralentissement (0,5 % en T4). La forte dépendance du pays aux hydrocarbures (96 % des exportations, 47 % des recettes fiscales) a entraîné des déficits budgétaires et courant records (environ - 16 % du PIB chacun en 2015). L'inflation s'accroît fortement du fait notamment de la forte dépréciation du change (- 28 % depuis mi-2014).

### CHINE



Augmentation tendancielle du risque économique et financier avec un ralentissement de l'activité au cours des derniers trimestres (PIB à 6,7 % en 2016 T1), notamment dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Les comptes extérieurs continuent de se détériorer, les perspectives de reprise conjoncturelle restent fragiles (resserrement budgétaire attendu) et le risque de dépréciation du taux de change est toujours élevé.

### THAÏLANDE

La croissance reste modérée (3 % en 2016), grâce au rebond de la consommation des ménages et au vif rebond du tourisme (qui aide aussi à la performance du surplus courant), mais faibles contributions des exportations et de l'investissement. L'inflation s'accroît en raison de la forte hausse des prix des produits alimentaires et devrait s'intensifier du fait d'une politique budgétaire expansionniste (subventions massives à la consommation et investissement public soutenu).

www.taceconomics.com